



**UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS FORCE OUVRIÈRE
D'INDRE ET LOIRE**

La Camusière-18, rue de l'Oiselet, 37550 Saint-Avertin
Tel : 02.47.38.54.43 - Fax : 02.47.37.91.00
udfo37@force-ouvriere.fr
<http://37.force-ouvriere.org>

**DISCOURS DU JEUDI 28 AVRIL 2016 PLACE DE LA LIBERTE A TOURS :
RETRAIT DU PROJET DE LOI TRAVAIL**

Chers Camarades,

Pour introduire le discours de Force Ouvrière ce jour, je reprendrai , ce que nos camarades de l'URIF de Paris ont écrit le 15 avril, car cela exprime parfaitement la situation que nous connaissons aujourd'hui :

« Depuis le 9 mars 2016, les confédérations ouvrières FO - CGT avec les organisations FSU - SOLIDAIRES et les organisations étudiantes et lycéennes sont mobilisées contre le projet de loi Valls - Gattaz - Berger.

Des centaines de milliers de manifestants depuis le début du conflit dans toute la France avec 1 200 000, le 31 mars 2016. Des manifestations qui revendiquent le retrait du projet de loi ... et un Président qui considère quant à lui, que les Français revendiquent des réformes. Il y a ceux qui s'exposent en page de couverture de Match et qui sont les amis du Président. Il y a ceux qui s'exposent dans les manifestations et qui représentent la classe ouvrière.

Une classe ouvrière qui réagit contre les 41 milliards « offerts » au patronat et qui n'ont eu aucune incidence sur les créations d'emplois. Une classe ouvrière qui réagit contre le pacte de responsabilité, imposé par la commission européenne et relayé par le gouvernement français entraînant précarité et pauvreté.

Une classe ouvrière qui réagit contre le projet de loi travail qui impose la flexibilité et les licenciements, qui tente de détruire le code du travail, les conventions collectives et les statuts, qui met en place l'inversion des normes et les décisions prises dans les entreprises par les patrons de droit divin, qui décide de la mise en place de référendum dans ces dernières à l'initiative d'organisations minoritaires et dont la seule volonté est de faire disparaître les organisations syndicales parachevant ainsi la volonté du patronat de casser tout ce qui a été mis en place par le conseil national de la résistance. Une classe ouvrière qui réagit contre la volonté du gouvernement et de ses alliés, y compris syndicaux, à intégrer le syndicalisme libre et indépendant . »

Chers camarades, le projet de loi travail va arriver devant les parlementaires prochainement. Même si le texte a été remanié depuis la version originale, et c'est à mettre à l'actif de nos mobilisations, il garde en lui sa philosophie originale et toute sa dangerosité pour la classe ouvrière, c'est à dire la primauté de l'accord d'entreprise sur la loi. Cela de facto entraîne la fin du minimum d'égalité de droit entre tous les salariés d'une part, et d'autre part un changement de notre système social qui consiste dorénavant à faire supporter les risques aux salariés en détruisant leurs droits collectifs, pour encore plus les individualiser et les fragiliser. Hollande et Berger veulent changer de modèle social

C'est ce que nous avons expliqué aux parlementaires qui nous ont reçus. Mais nous ne nous faisons aucune illusion sur les intentions des députés qui ont déjà validé la loi de sécurisation de l'emploi, la loi Rebsamen, la loi Macron, le pacte de responsabilité et toutes les contre-réformes de ces dernières années qui ont aussi affaibli les services publics...

Dès lors, comme toujours dans l'histoire la classe ouvrière ne peut compter que sur elle-même avec ses organisations syndicales pour se faire respecter.

C'est pourquoi cette seconde journée de grève interprofessionnelle est importante, et bien que certains aient voulu la passer sous silence, elle traduit la volonté de résistance qui s'inscrit aussi dans les résolutions et les appels récents des confédérations FO et CGT. Oui 70% des français sont contre cette loi, et tout le monde comprend aujourd'hui la nécessité de gagner le retrait de cette loi, car comme le rappelait encore un camarade récemment : « pour pouvoir gagner de nouveaux droits demain, encore faut-il pouvoir défendre les droits existants aujourd'hui ».

C'est cette question qui traverse tout le mouvement ouvrier, comment gagner le retrait de ce projet de loi qui concentre en lui la plus violente attaque sur nos conventions collectives et nos statuts et qui concerne et chacun le comprend, à la fois le secteur privé et le secteur public ?

Chers camarades, le Comité Confédéral National de FO nous donne la marche à suivre pour pouvoir gagner. Le mandat qui nous est confié est de tout mettre en oeuvre pour organiser la mobilisation de tous les salariés et dans l'unité public/privé et de mettre en débat partout la question de la grève reconductible pour gagner le retrait de ce texte réactionnaire et anti-républicain. C'est le mandat qui est donné à tous, à tous nos adhérents et délégués, nous ne pouvons pas faire l'économie de cette discussion avec nos collègues, en allant à leur rencontre sur les lieux de travail, en tenant des réunions, lors d'assemblées générales. Les conditions préalables sont réunies, car nous avons un mot d'ordre clair celui du retrait total du texte et des modalités d'action claires elles aussi, la préparation de la grève interprofessionnelle reconductible.

Nous partageons cette responsabilité qui est d'expliquer que collectivement le rapport de force est de notre côté, il nous faut aider à cette prise de conscience, à lever les craintes et les incertitudes des salariés, là encore par la discussion. Ce que veut le patronat aidé par ce gouvernement, c'est en finir avec la classe ouvrière organisée et nous ramener à l'état de simple individu, c'est cette vérité qu'il faut exprimer sans fard.

Les dizaines de manifestations de ce jour à travers tout le pays, démontrent la justesse de la revendication que nous portons et de l'exigence du retrait qui s'exprime et que partage encore une fois l'immense majorité des salariés de ce pays.

Comme nous ne cessons de le dire depuis des années, c'est bien à l'ensemble des piliers de la République Sociale que s'attaque chaque gouvernement que cela soit sur la place des services publics, de la sécurité sociale, des conventions et statuts collectifs, répondant en cela aux revendications du patronat et aux injonctions de l'Union Européenne, en menant ces politiques d'austérité contre toutes les conquêtes ouvrières.

Jean Jaurès a dit : « Je n'ai jamais séparé la République des idées de justice sociale, sans lesquelles elle n'est qu'un mot ». La ligne Hollande/Valls/Berger est toute autre...

Dans ce cadre et dans ce contexte, et parce que nous n'avons pas d'autres alternatives, L'UD FO 37 invite tous ses militants et ses adhérents à poursuivre et à amplifier partout la campagne de mobilisation et d'explication. L'UD FO 37 apporte tout son soutien à toutes les initiatives qui iront dans le sens de la construction de l'unité pour gagner le retrait du texte et dans l'immédiat nous invitons l'ensemble des salariés à se saisir du 1er mai pour porter haut nos revendications et démontrer la solidarité internationale des travailleurs.

Tours le Jeudi 28 avril 2016